

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Croix Rouge Insertion98 rue Didot
75014 Paris

NAF : 9499Z

SIRET : 751703430 00015

Sommaire

Sommaire	1
ETATS FINANCIERS	
Bilan Actif	2
Bilan Passif	3
Compte de résultat	4
Compte de résultat (Suite)	5
ANNEXE	
Règles et méthodes comptables	6
Etat des immobilisations	10
Etat des amortissements	11
Tableau des subventions d'investissement	12
Etat des provisions et dépréciations	13
Etat des créances et dettes	14
Charges à payer et produits à recevoir	15
Produits et charges constatés d'avance	16
Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice	17
Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation	18
Variation des fonds dédiés - Contributions financières	19
Variation des fonds propres art.431-5	20
Effectif moyen	21
Filiales et participations	22
DÉTAIL DES COMPTES	
Bilan Actif détaillé	23
Bilan Passif détaillé	27
Compte de résultat détaillé	30

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ETATS FINANCIERS

Bilan Actif

Bilan Actif	Du 01/01/2024 au 31/12/2024			Au 31/12/2023
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Actif immobilisé				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	79 331	57 142	22 188	34 466
Autres immobilisations incorporelles	12 092	12 091	1	1
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	133 113	74 355	58 758	71 690
Constructions	1 489 891	284 253	1 205 638	341 418
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 051 775	738 356	313 420	268 769
Autres immobilisations corporelles	2 758 159	1 427 563	1 330 596	1 248 647
Immobilisations corporelles en cours	225 934		225 934	45 012
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles				3 133
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	683 495	682 400	1 095	1 095
Autres titres immobilisés	17 110		17 110	16 546
Prêts				
Autres immobilisations financières	225 622		225 622	205 361
TOTAL I	6 676 521	3 276 159	3 400 362	2 236 137
Comptes de liaison II				
Actif circulant				
Stocks et encours	279 534		279 534	280 044
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	2 556 597	377 509	2 179 088	1 898 468
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	7 439 821	227 495	7 212 326	6 626 529
Valeurs mobilières de placement		13	-12	
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	4 596 367		4 596 367	4 121 233
Charges constatées d'avance	34 323		34 323	52 076
TOTAL III	14 906 643	605 016	14 301 627	12 978 349
Frais d'émission des emprunts IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Écarts de conversion actif VI				
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	21 583 164	3 881 175	17 701 989	15 214 486

Bilan Passif

Bilan Passif	31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	128 749	128 749
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	2 000 000	2 000 000
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 290 949	1 290 949
Autres réserves		
Report à nouveau	-728 617	-525 595
Excédent ou déficit de l'exercice	-756 731	-203 247
Situation nette	1 934 350	2 690 856
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 471 628	1 447 024
Provisions règlementées		
TOTAL I	3 405 977	4 137 880
Comptes de liaison	II	
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	153 315	291 979
TOTAL III	153 315	291 979
Provisions		
Provisions pour risques	2 041 597	41 150
Provisions pour charges	125 224	119 241
TOTAL IV	2 166 821	160 391
Emprunts et dettes		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 482 477	728
Emprunts et dettes financières diverses	2 132 303	2 041 892
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 969 497	1 337 707
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 953 598	1 580 356
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	108 977	12 316
Autres dettes	305 086	165 896
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	4 023 938	5 485 341
TOTAL V	11 975 876	10 624 236
Écarts de conversion passif	VI	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V + VI)	17 701 989	15 214 486

Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
Produits d'exploitation		
Cotisations	1 352	1 460
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	3 038 256	2 727 361
- dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de services	4 976 211	4 506 555
- dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	15 083 755	13 077 413
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	3 396	1 503
Mécénats	38 415	12 760
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	744 417	628 379
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 179 924	1 114 253
Utilisations des fonds dédiés	301 459	25 640
Autres produits	170 538	165 476
TOTAL I	25 537 724	22 260 800
Charges d'exploitation		
Achats de marchandises	913 051	921 015
Variation de stocks	-14 576	-103 016
Autres achats et charges externes	5 701 382	4 798 490
Aides financières	250	
Impôts, taxes et versements assimilés	706 605	671 069
Salaires et traitements	13 574 227	12 700 792
Charges sociales	2 364 790	2 059 058
Dotations aux amortissements et dépréciations	749 636	555 864
Dotations aux provisions	1 265 036	138 875
Reports en fonds dédiés	163 020	291 979
Autres charges	15 000	17 406
TOTAL II	25 438 421	22 051 531
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	99 303	209 269
Produits financiers		
Produits financiers de participation	68	
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 721	2 475
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 788	2 475
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	13	
Intérêts et charges assimilées	74 678	86 007
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	74 690	86 007
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	-71 902	-83 532
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	27 401	125 737

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	116 181	60 417
Sur opérations en capital	70 018	29 429
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	35 872	437 716
TOTAL V	222 072	527 561
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	59 217	170 435
Sur opérations en capital	10 887	681 602
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	881 376	
TOTAL VI	951 481	852 037
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-729 409	-324 476
Participation des salariés aux résultats VII		
Impôts sur les bénéfices VIII	54 723	4 508
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	25 762 584	22 790 836
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	26 519 315	22 994 083
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-756 731	-203 247

Contributions volontaires en nature		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL		
Charges des contributions volontaires en nature		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole		
TOTAL		

COMPTES ANNUELS

2024

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

ANNEXE

Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 17 701 989 Euros et au compte de résultat de l'exercice, dégageant un résultat de -756 731 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du plan comptable général (règlement ANC 2014-03 et ses additifs) et du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018, modifié par le règlement ANC n°2020-08, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Une dérogation aux règles et méthodes comptables exposée dans ces 2 règlements est pratiquée depuis l'exercice 2022, s'agissant de l'enregistrement des quotes-part de subvention d'investissement virées au compte de résultat en exploitation. Cette dérogation est exposée dans le paragraphe subventions d'investissement.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Présentation de l'association

L'association Croix-Rouge insertion a pour objet social de gérer, de promouvoir et de soutenir les activités d'insertion sociale et professionnelle. Elle s'appuie pour cela sur deux dispositifs d'insertion par l'activité économique que sont :

- Les chantiers d'insertion
- Les entreprises d'insertion

Ces dispositifs sont gérés au sein de 13 établissements, répartis sur 12 départements métropolitains. Les structures développent pour cela des activités de production de biens et de services, servant de support à l'insertion professionnelle des salariés en parcours que l'association emploie pour une durée allant de 4 à 24 mois. Les activités économiques sont variées mais structurées au sein de trois grandes filières : les services aux collectivités et aux entreprises, le transport et la logistique, les boutiques/recycleries.

Les chantiers d'insertion ont un modèle économique reposant principalement sur la subvention (70% de subvention pour 30% de chiffres d'affaires). La subvention principale est l'aide au poste que l'État (en co-financement avec les départements) verse aux structures pour financer les salariés en insertion. L'origine des autres subventions est diverse : collectivités, département, Région, État, Europe mais aussi entreprises ou fondations privées.

Les entreprises d'insertion ont un modèle économique reposant principalement sur le chiffre d'affaires (30% de subvention pour 70% de chiffres d'affaires). La subvention principale est l'aide au poste que l'État (en co-financement avec les départements) verse aux structures.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'association dispose d'une centaine de permanents et d'un Siègne qui pilote et appuie les différents établissements.

Périmètre de l'agrégation des comptes

L'association CROIX ROUGE INSERTION (CRI) a été créée le 19/10/2011 par la Croix-Rouge Française et le fonds de dotation de la Croix-Rouge Française.

A la date du 31/12/2024, l'association CRI se compose de 16 établissements (1 siège et 15 établissements actifs) :

- Le siège situé au 21 rue de la Vanne, 92120 MONTROUGE
- L'établissement MAÏA & CHARENTE sis à LA COURONNE (16)
- L'établissement BEARN SOLIDARITE sis à PAU (64)
- L'établissement VALORIS TEXTILE sis à BUXEROLLES (86)
- L'établissement CAPDIFE sis à CLERMONT L'HERAULT (34)
- L'établissement IMPULSE TOIT sis à MARSEILLE (13)
- L'établissement IMPULSE TOIT PRECARITE ENERGETIQUE sis à MARSEILLE (13)
- L'établissement ADLIS sis à LUNEVILLE (54)
- L'établissement MAILLON NORMAND sis à PAVILLY (76)
- L'établissement PRE VERT sis à QUETIGNY (21)
- L'établissement LOGISCITE sis à BAGNOLET (93)
- L'établissement APPRO 77 sis à SAVIGNY LE TEMPLE (77)
- L'établissement LA FRINGUE HALLE sis à LE NEUBOURG (27)
- L'établissement VOCATION.S à SARTROUVILLE (78)
- L'établissement COTE D'ALBATRE à SAINT-VALERY-EN-CAUX (76)
- L'établissement Agence Locale d'Insertion (ALI) à BONDY et BOBIGNY (93)

Des comptes annuels ont été établis par établissement et une agrégation des comptes a été réalisée au 31/12/2024. Chaque établissement fait appel à ses propres financeurs locaux, comme avant leur intégration dans l'association CRI.

Faits marquants de l'exercice

Croix Rouge Insertion a ouvert un deux nouveaux établissements sur 2024 : L'Agence Locale d'Insertion (ALI) et l'établissement Côte d'Albâtre.

Etant donné la situation financière de la filiale SAS VIF (situation nette négative au 31/12/2024), une provision pour risque à hauteur de 657 K€ a été comptabilisée.

Les opérations de liquidation judiciaire de la filiale Brise de Terre, détenue à 50% par Croix-Rouge Insertion, son désormais terminées. Une requête aux fin de clôture pour insuffisance d'actifs a été déposée au Tribunal en date du 10/01/2024. Le tribunal a rendu le jugement prononçant la clôture de la procédure de liquidation judiciaire pour insuffisance d'actif le 18/09/2024. Les titres de cette filiale à l'actif de CRI font l'objet d'une dépréciation à 100% depuis 2021.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

Néant.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production.

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs ne sont pas incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles et incorporelles. Ils sont comptabilisés en charges.

Les amortissements sont calculés, en fonction de la durée d'utilisation prévue, suivant le mode linéaire. La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine

- | | |
|------------------------------------|-------------|
| • Logiciels | 1 an, |
| • Aménagements | 3 à 10 ans, |
| • Agencements des constructions | 5 à 20 ans, |
| • Installation technique | 5 à 10 ans, |
| • Matériel et outillage industriel | 1 à 10 ans, |
| • Matériel de transport | 3 à 5 ans, |
| • Matériel de bureau | 3 à 10 ans, |
| • Matériel informatique | 3 à 10 ans, |
| • Mobilier | 3 à 10 ans. |

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production et les amortissements des biens concourant à la production.

Une dépréciation des stocks est, le cas échéant, pratiquée lors la valeur de réalisation à la date d'arrêté des comptes est inférieure à la valeur d'entrée ou de production du stock

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les soldes au 31 décembre 2024 des comptes bancaires ouverts au Crédit Coopératif par chaque établissement ont fait l'objet d'une compensation (soldes débiteurs/soldes créditeurs) conformément à la convention de fusion.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les provisions pour dépréciations sont appréciées au cas par cas compte tenu du risque de non-recouvrement évalué à l'arrêté des comptes.

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés. Par dérogation au règlement ANC 2014-03, la quote-part des subventions d'investissement viré au compte de résultat est enregistré en produit d'exploitation (compte 7577) en lieu et place des produits exceptionnels (compte 777).

Ce traitement a pour but de donner une image plus fidèle des comptes annuels.

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- Les indemnités sont calculées en fonction de la convention collective SYNESI (convention en vigueur chez Croix Rouge Insertion)
- Seuls les salariés permanents et présents au 31 décembre 2024 sont retenus,
- Les salaires de références sont ceux perçus sur la période du 01/1/2024 au 31/12/2024,
- L'augmentation annuelle des salaires est de 2,5% (catégorie cadre et non cadre)
- Le taux de rotation retenu est faible (catégorie cadre et non cadre)
- Le taux de charges sociales patronales est de 46 %
- La table de mortalité est la table réglementaire TV 88/9
- La méthode de calcul est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (P.B.O)
- Le taux d'actualisation retenu est de 3,38 %

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 125 224 euros.

Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature ne sont pas valorisées et comptabilisées car leur nature et leur importance ne constituent pas des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'entité.

Informations sur les ressources liées à la générosité du public et les contributions financières

L'association ne fait pas appel public à la générosité tel que défini par les articles 3 et 4 de la loi N° 91-772 du 7/08/1991.

À ce titre elle n'est pas soumise à l'obligation de produire dans l'annexe de ses comptes annuels un Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD) ainsi qu'un compte d'emploi des ressources (CER).

Elle peut conclure des conventions de mécénat dont les montants figurent dans le compte dédié du compte de résultat. Elle bénéficie par ailleurs d'une aide financière en provenance de la Croix Rouge Française comptabilisés en contribution financière.

Ne dépassant pas 153 K€ de dons collectées en 2024, elle n'est pas soumise à l'établissement d'un état des avantages et ressources en provenance de l'étranger

Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires au titre de la mission légale de commissaire aux comptes se sont élevés à 25 801 € TTC au titre de l'exercice 2024. (Pas d'honoraire en 2024 au titre de services autres que la certification des comptes)

Engagements hors bilan

Engagement reçu sur l'établissement MAIA au titre d'une subvention 2024-2025 pour un montant annuel prévisionnel de 50 000 € par an (sous réserves de l'inscription des crédits en loi de finance).

Rémunération des 3 plus hauts cadres dirigeants et bénévoles salariés

En application de l'article article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006, le montant total des rémunérations pour l'exercice clos le 31/12/2024 versées aux trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés de l'association, s'élève à 0 euros.

Régime fiscal

L'association n'est pas fiscalisée à l'exception de deux établissements (Logiscité et Valoris) qui relèvent des impôts commerciaux (IS et TVA).

Autres informations

Croix Rouge Insertion fait partie du périmètre de combinaison de la Croix Rouge Française.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	91 422		
TOTAL	91 422		
Terrains	133 113		
Constructions : - Sur sol propre			2 398
- Sur sol d'autrui	43 763		943 343
- Générales, agencements et aménagements constructions	510 339		
Installations : - Techniques, matériel et outillage	931 243		139 662
- Générales, agencements et aménagements divers	1 249 312		146 228
Matériel : - De transport	803 404		187 270
- De bureau et informatique, mobilier	359 922		46 806
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	45 012		940 453
Avances et acomptes	3 133		
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	4 079 242		2 406 160
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres : - Participations	683 495		
- Titres immobilisés	16 546		564
Prêts et autres immobilisations financières	205 361		20 261
TOTAL	905 402		20 825
TOTAL GÉNÉRAL	5 076 066		2 426 985

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réval. légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Val. d'origine des immo. en fin d'ex.
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			91 422	
TOTAL			91 422	
Terrains			133 113	
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui			46 161	
- Gales, agencts et aménagt. const.		9 952	1 443 730	
Installations : - Techniques, matériel et outillage		19 130	1 051 775	
- Gales, agencts et aménagt. divers		2 684	1 392 857	
Matériel : - De transport		30 783	959 892	
- De bureau et informatique, mobilier		1 318	405 410	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	758 931	600	225 934	
Avances et acomptes		3 133		
Biens reçus par legs ou don. destinés à être cédés				
TOTAL	758 931	67 599	5 658 872	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres : - Participations			683 495	
- Titres immobilisés			17 110	
Prêts et autres immobilisations financières			225 622	
TOTAL			926 227	
TOTAL GÉNÉRAL	758 931	67 599	6 676 521	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice	Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice
Frais d'établissement et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	56 955	12 278		69 233
TOTAL	56 955	12 278		69 233
Terrains	61 423	12 932		74 355
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui	30 254	4 392		34 646
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	182 431	67 176		249 607
Installations techniques, matériel et outillage industriel	662 475	93 302	17 422	738 356
Installations générales, agencements et aménagements divers	313 963	151 725		465 689
Matériel de transport	587 462	78 941	26 434	639 969
Matériel de bureau et informatique, mobilier	262 567	59 944	605	321 905
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	2 100 574	468 413	44 461	2 524 526
TOTAL GÉNÉRAL	2 157 529	480 691	44 461	2 593 759

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. en fin d'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outil. indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES			REPRISES NON VENTILÉES			TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ	

CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Tableau des subventions d'investissement

Subventions d'investissement	Montant à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
		Augmentations	Diminutions	
Montant nominal	1 863 871	629 512	445 500	2 047 883
Quotes-parts virées au résultat	-416 846		159 409	-576 255

Commentaires : néant

Etat des provisions et dépréciations

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglémentées				
- Reconstitution des gisements				
Provisions pour : - Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL I				
Risques et charges				
- Litiges	41 150	114 648	8 691	147 107
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
Provisions pour : - Pensions et obligations	119 241	125 224	119 241	125 224
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges		1 894 490		1 894 490
TOTAL II	160 391	2 134 362	127 932	2 166 821

Nature des dépréciations	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
- Incorporelles				
- Corporelles				
Immobilisations : - Biens reçus par legs ou donations				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participation	682 400			682 400
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients	239 649	152 006	14 146	377 509
Sur créances reçues par legs ou donations	4 506	128 978	-94 001	227 495
Autres provisions pour dépréciation	168 390	13	168 390	13
TOTAL III	1 094 945	280 997	88 535	1 287 416
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	1 255 336	2 415 359	216 467	3 454 238
- D'exploitation		1 533 981	180 596	
Dont dotations et reprises : - Financières		13		
- Exceptionnelles		881 376	35 872	

Etat des créances et dettes

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	225 622		225 622
De l'actif circulant			
Clients et usagers douteux ou litigieux	272 658	272 658	
Clients, usagers et comptes rattachés	2 283 940	2 283 940	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	11 826	11 826	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	11 761	11 761	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	166 579	166 579	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	184	184	
Divers	6 629 559	6 629 559	
Confédération, fédération, union, associations affiliées	118 475	118 475	
Débiteurs divers	501 436	501 436	
Charges constatées d'avance	34 323	34 323	
TOTAL	10 256 363	10 030 741	225 622

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an	Échéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :	1 481 749	1 481 749		
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	728	728		
Emprunts et dettes financières diverses				
Fournisseurs et comptes rattachés	1 969 497	1 969 497		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	688 006	688 006		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	815 043	815 043		
Impôts sur les bénéfices	53 680	53 680		
Taxe sur la valeur ajoutée	201 816	201 816		
Autres impôts, taxes et assimilés	195 053	195 053		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	108 977	108 977		
Confédération, fédération, union, associations affiliées	2 132 303	2 132 303		
Autres dettes	305 086	305 086		
Produits constatés d'avance	4 023 938	4 023 938		
TOTAL	11 975 876	11 975 876		

Charges à payer et produits à recevoir

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	771 089	489 939
Dettes des legs ou donations		
Dette fiscales et sociales	870 119	806 065
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	98 644	154 796
TOTAL	1 739 852	1 450 801

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	560 260	209 540
Créances reçues par legs ou donations		
Autres créances	475 984	4 490 490
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	34	28
TOTAL	1 036 277	4 700 058

Produits et charges constatés d'avance

Produits constatés d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Produits :	- D'exploitation	4 023 938	5 485 341
	- Financiers		
	- Exceptionnels		
TOTAL		4 023 938	5 485 341

Charges constatées d'avance		Exercice clos le	Exercice clos le
		31/12/2024	31/12/2023
Charges :	- D'exploitation	34 323	52 076
	- Financières		
	- Exceptionnelles		
TOTAL		34 323	52 076

Concours et subventions publics obtenus au cours de l'exercice

	Union européenne	État	Collectivité territoriale	CAF	Autres	TOTAL
Concours Publics						
Subventions d'exploitation	884 577	12 523 461	1 653 058		22 658	15 083 754
Subventions d'investissement						
TOTAL	884 577	12 523 461	1 653 058		22 658	15 083 754

Commentaires : néant

Variation des fonds dédiés - Subventions d'exploitation

Subventions d'exploitation	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembours.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Logiscité - CD 93	37 610		37 610				
MAIA - Panier repas	92 711		92 712				
ALI	140 006		140 006				
TOTAL	270 327		270 328				
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variation des fonds dédiés - Contributions financières

Contributions financières d'autres organismes	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts (1)	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont rembour.		Montant global (2)	dont fonds correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
ADLIS - Vinci	8 601		860			7 741	
MAIA - Panier repas	12 826	123 020	30 272			105 574	
CAPDIFE		40 000				40 000	
TOTAL	21 427	163 020	31 131			153 315	
(1) Transferts : si émission, mettre le montant en négatif, si réception, mettre le montant en positif							
(2) Montant global = Montant début d'exercice + Report - Utilisations + Transferts							

Variation des fonds propres art.431-5

(art. 431-5 du règlement ANC 2018-06)

Variation des fonds propres	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	128 749				128 749
Fonds propres avec droit de reprise	2 000 000				2 000 000
Écarts de réévaluation					
Réserves	1 290 949				1 290 949
Report à nouveau	-525 595	-203 247			-728 617
Excédent ou déficit de l'exercice	-203 247	203 247		756 731	-756 731
Situation nette	2 690 856			756 731	1 934 350
Dotations consommables					
Subventions d'investissement	1 447 024		629 512	604 909	1 471 628
Provisions réglementées					
TOTAL	4 137 880		629 512	1 361 640	3 405 977

Commentaires : néant

Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	38	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	538	
Ouvriers		
Apprentis sous contrat		
TOTAL	576	

Commentaires :
N-1 : 36 cadres + 519 employés

Filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Filiales et participations				Brute	Nette					
Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus Filiale (+ de 50 % du capital détenu par la société) SASU VALORIS INTER VIF TRANSPORT Participations (10 à 50 % du capital détenu par la société) SAS BRISE DE TERRE										
	25 000	-25 978	100.00	25 000					-816	
	632 400	-1 214 158	100.00	632 400				1 650 959	-641 514	
	50 000		50.00	25 000						
Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.										
1. Filiales non reprises au § A										
a. Françaises										
b. Étrangères										
2. Participations non reprises au § A										
a. Françaises										
b. Étrangères										

Commentaires : néant

Association Croix-Rouge Insertion

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

21, rue de la Vanne

92120 Montrouge

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Forvis Mazars

61, rue Henri Regnault

92075 Paris-La Défense Cedex

S.A. au capital de 8 320 000 €

784 824 153 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés

6, place de la Pyramide

92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €

572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la
Compagnie Régionale de Versailles et du Centre

Association Croix-Rouge Insertion

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

21, rue de la Vanne

92120 Montrouge

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Croix-Rouge Insertion relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-la-Défense, le 20 mai 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars

Deloitte & Associés

 *MATHOREZ Jean-philippe*

 

Jean-Philippe MATHOREZ

Jean-Claude MARTY